

DELEGATION TERRITORIALE DE LA GIRONDE

Pôle veille sécurité sanitaire et Santé Environnement
Service Santé Environnementale

DdtmbxpluarrêtéCarignan.doc PAM

Affaire suivie par : Pierre Alain MOURIER

Téléphone : 05.57.01.45.61

Fax : 05. 57.01.47.89

Courriel : pierre-alain.mourier@ars.sante.fr

Monsieur le Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer de la Gironde
S.U.A.T.
Unité Planification, Energie, Climat
Cité Administrative B.P. 90

33090 – BORDEAUX

Date : 27/08/2018

OBJET : Projet de P.L.U arrêté Commune de CARIGNAN

En réponse à votre courrier en date du 04 août 2017, j'ai l'honneur de vous faire part de mes observations concernant le projet de P.L.U arrêté de la commune citée en objet :

Eau Destinée à la Consommation Humaine :

La commune de Carignan fait partie du SIEA Portes des Portes de L'Entre-deux-Mers. Les installations de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine sont gérées en Régie. La commune est alimentée par 3 forages situés sur la commune de Latresne.

La situation communale est bien reprise dans le rapport de présentation, les schémas des réseaux sont présentés en annexe du rapport.

Il est à noter que le territoire communal n'est impacté par aucun périmètre de protection des forages destinés à la consommation humaine.

Il n'existe donc pas de servitudes à prendre en compte dans le cadre du P.L.U communal.

BRUIT :

Le plan local d'urbanisme est un outil de prévention contre le bruit. Ce document permet d'organiser une occupation la plus harmonieuse possible de l'espace et notamment d'éviter ou de limiter les nuisances et les éventuels conflits futurs liés au bruit.

La commune est concernée par l'arrêté préfectoral du 02 juin 2016 « portant approbation de la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestre de la Gironde ».

La situation communale est bien rapportée dans le document de présentation, et dans les annexes figurent la cartographie des périmètres de prescriptions acoustiques ainsi que les prescriptions d'isolement acoustique.

Prévention du développement de larves de moustiques Aedes Albopictus, vecteur de la dengue et du chikungunya :

Une surveillance entomologique est mise en place au niveau national concernant l'implantation des moustiques Aedes albopictus vecteurs de la dengue et du chikungunya.

Le département de la Gironde est classé au niveau 1 du plan anti dissémination de la dengue et du chikungunya en métropole. En effet, *Aedes albopictus* est désormais implanté et actif en Gironde. Dans ce contexte, il convient de prévoir des aménagements permettant de limiter la prolifération des moustiques, et notamment d'empêcher la formation d'eaux stagnantes dont la présence pourrait constituer des gîtes larvaires (par exemple : éviter toute stagnation d'eau de faible profondeur dans les fossés, les regards d'eaux pluviales, les toitures...)

Sites et sols pollués :

Il n'existe pas de sites pollués répertoriés dans la base BASOL sur le territoire communal.

La base de données BASIAS recense un site industriel qui n'est actuellement plus en activité et ce depuis de très nombreuses années sur la commune.

La circulaire du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles précise que la construction de ces établissements (définis comme l'ensemble des établissements accueillant des personnes de 0 à 18 ans et les aires de jeux et espaces verts attenants) doit être évitée sur les sites pollués.

Activités agricoles :

L'espace agricole communal est constitué principalement de vignobles en appellations classées. Ces activités occupent une part importante du territoire agricole communal.

Le PLU retranscrit la volonté de la collectivité de préserver les espaces agricoles cultivés existants, voire de favoriser la diversification économique locale dans les domaines de l'agro-tourisme et l'oeno-tourisme, comme par exemple le projet oeno-touristique du château Carignan.

Bien que les espaces occupés par les exploitations viticoles soient pour la plupart situés relativement à l'écart des zones urbanisées, quelques parcelles du vignoble jouxtent cependant ces zones déjà urbanisées, voire des futures zones à urbaniser.

La mise en œuvre du PLU prévoit les aménagements des interfaces zones urbanisées et zones agricoles de façon à minimiser autant que possible les éventuelles nuisances liées à ces activités agricoles.

Cette problématique est clairement prise en compte dans le rapport de présentation ainsi que dans le PADD. Au vu de la configuration communale, les dispositions envisagées pour toutes les zones concernées par la proximité des activités viticoles auraient pu faire partie intégrante du règlement d'urbanisme. Pour autant, et concernant les futures urbanisations à venir des dispositions sont prévues dans le document d'OAP.

En outre, en cas de nouvelle construction d'un établissement à proximité d'exploitations agricoles, le porteur de projet doit en prendre en compte la nécessité de mettre en place des mesures de protection physique.

Un périmètre de protection est préconisé entre bâtiments agricoles et zone bâtie afin d'éviter les nuisances auxquelles peuvent être exposées les populations voisines, tant au plan de la qualité de l'air que de la limitation des éventuelles nuisances sonores.

La loi d'avenir agricole du 13 octobre 2014 ainsi que l'arrêté préfectoral du 22 Avril 2016 définissent les modalités d'utilisation des produits phytopharmaceutiques à proximité d'établissements recevant du public sensible, en particulier ceux accueillant des enfants, dont les écoles, cette situation ne se rencontre pas sur le territoire communal.

P/Le Directeur de la Délégation
Territoriale de la Gironde,



Danièle BERDOY
Ingénieur d'études sanitaires